

REVUE DES LIVRES

Ch. BETTELHEIM, J. CHARRIÈRE, H. MARCHISIO : **La Construction du Socialisme en Chine**, Edit. Maspéro, Paris 1965, 182 p.

Les ouvrages se font heureusement plus nombreux qui nous permettent de suivre la grande mutation dans laquelle s'est engagée la Chine populaire après 1949. D'importants travaux descriptifs sont dûs à des journalistes spécialistes de l'Asie, tels SNOW, R. GUILLAIN et plus récemment K.S. KAROL ; d'autres ont inspiré des écrivains tels Claude ROY et Jules ROY ; R. DUMONT traite en agronome des problèmes ruraux de la « Chine Surpeuplée ». Le premier ouvrage en langue française d'analyse économique de la construction du socialisme chinois, rédigé depuis 1960, est dû à la collaboration de trois économistes : Ch. BETTELHEIM, J. CHARRIÈRE et Hélène MARCHISIO. Il représente un apport essentiel à la compréhension correcte de l'économie chinoise dans sa phase actuelle de développement ; il est riche d'analyses et de suggestions dont bien des pays du Tiers-Monde peuvent tirer profit.

Cinq thèmes généraux font l'objet des cinq parties de cet ouvrage. Ces thèmes permettent de faire le tour de quelques-uns des problèmes les plus importants du socialisme chinois.

Une première partie, dûe à Charles BETTELHEIM, analyse les « cadres généraux de la planification chinoise ». Elle insiste fort judicieusement sur les caractères spécifiques de l'économie chinoise et met en relief, par delà les « bases communes de la construction du socialisme » ce qu'il y a d'original, d'inédit et de prometteur dans ce que KAROL vient d'appeler « l'autre communisme ». La planification chinoise diffère à la fois de celle des Soviétiques et de celle des Yougoslaves ; Ch. BETTELHEIM analyse ce qui, dans la planification chinoise, revient aux décisions centrales et ce qui relève des décisions régionales, communales ou d'entreprises ; plus que d'une décentralisation, il s'agirait, pense-t-il, d'une déconcentration du pouvoir économique ; les prix demeurent, pour l'essentiel, fixés centralement. La première partie se termine sur une étude des « relations entre l'industrialisation et la production agricole » ; elle constate que « prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant » impose un juste dosage dans la croissance liée de ces deux secteurs et qu'il est possible de commettre des erreurs par excès en forçant le taux d'accumulation ou l'industrialisation rurale.

La deuxième partie de l'ouvrage, rédigée par J. CHARRIÈRE, étudie « la planification et la gestion des unités de production ». Elle situe l'entreprise industrielle dans l'optique d'une économie planifiée socia-

liste : « déterminer les règles d'organisation et de gestion des unités économiques de base qui permettront à chaque période d'assurer au mieux la correspondance indispensable entre l'appropriation sociale des moyens de production et le niveau technique de toutes les forces productives, humaines, matérielles et financières ». J. CHARRIÈRE développe trois idées : l'entreprise socialiste n'est pas une micro-unité autonome, mais se situe par rapport à l'optimum social défini par le plan ; une marge d'initiative est laissée à l'unité productive, mais à l'intérieur d'un mode économique et d'un cadre législatif ; l'unité de production a une vocation extra-économique fondamentale : « devenir le groupe social élémentaire de la nouvelle société ».

La troisième partie, due à Hélène MARCHISIO, se trouve consacrée aux « systèmes de rémunération dans les Communes populaires ». C'est là un problème important auquel s'est heurté plus d'une fois le système soviétique de planification. En Chine, le principe serait « à chacun selon son travail ; qui travaille plus, gagne plus ». Ce principe cependant ne conduit pas au stakhanovisme, ni à l'ouverture croissante de l'éventail des rémunérations. Le revenu dépend d'un élément collectif essentiel, la productivité de l'équipe, complété par le système des points-travail (rémunération selon la qualification, le temps de travail, la productivité qualitative). Le calcul du revenu net, enfin, « prend en considération, à la fois les intérêts de l'Etat et de la coopération et les intérêts privés. Il faut établir une bonne proportion entre les impôts perçus par l'Etat, l'accumulation de fonds dans la coopérative et les revenus personnels des paysans et veiller constamment à effectuer les rajustements nécessaires... » (MAO).

Dans la quatrième partie, Ch. BETTELHEIM s'attache à l'étude de la « politique des prix et du rôle du profit ». Le mécanisme de formation des prix distingue, comme dans l'économie soviétique (cf. H. DENIS et M.L. LAVIGNE : *Le problème des prix en Union Soviétique*, Cujas 1965) le prix de revient, base des calculs ; le prix de cession de gros, qui inclut une marge de rentabilité ; le prix d'achat de gros qui comprend des taxes ; les prix de détail, qui, aux prix de gros ajoutent une marge de commercialisation. Ces prix sont planifiés, ce qui pose le problème de la politique des prix. Ch. BETTELHEIM, en rappelant les fonctions d'un système socialiste des prix, souligne également les difficultés d'élaboration d'un tel système dans une période de rapide industrialisation et de brusques mutations technologiques à effets différenciés selon les secteurs. En Chine, les prix demeurent un élément du calcul économique, le profit par contre, qui résulte d'un écart entre coûts et prix, a perdu sa fonction directrice. L'efficacité selon les objectifs du plan est essentielle, le profit n'est pas un stimulant majeur, il nourrit les fonds d'accumulation des entreprises et de l'Etat.

La cinquième et dernière partie de l'ouvrage, rédigée par Ch. BETTELHEIM et J. CHARRIÈRE, concerne « le style spécifique de construction du socialisme » en Chine. Les auteurs posent le délicat problème de

l'idéologie du développement et des stimulants du progrès. Sur ce plan, la Chine met en application une nouvelle échelle des valeurs qui donne la priorité à valeurs non matérielles et aux stimulants non intéressés (aux sens monétaire et individuel). Dans l'ensemble des économies socialistes, il semble que ce soit le mérite de la Chine que de vouloir réaliser un modèle socialiste de civilisation opposé au modèle soviétique de consommation. Sur le plan des modèles de sociétés socialistes finales, l'apport de la Chine pourrait devenir déterminant en redressant l'évolution actuelle des sociétés développées vers une économie du gaspillage et une culture du stupide.

Par sa solide documentation et le choix des sujets, cet ouvrage apporte une contribution essentielle à la compréhension objective de la Chine nouvelle. Il s'inscrit, pour Charles BETTELHEIM, dans une œuvre qui nous a valu des travaux décisifs sur la planification socialiste, tels que, récemment, « *Planification et croissance accélérée* » (Maspéro, 1964) et « *Problèmes théoriques et pratiques de la Planification* » (3^e édition refondue, MASPÉRO, 1966).

Marcel-Paul RUDLOFF.

J. AUSTRUY : Les Problèmes du Développement, contribution à l'ouvrage collectif publié sous le titre « **Problèmes Economiques de notre Temps** », Préface A. MARCHAL, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris 1966.

L'analyse des « *Problèmes du développement* » coule de la même veine que l'excellent ouvrage que J. AUSTRUY a fait paraître aux Editions Rivière sous le titre provoquant de « *Scandale du Développement* » : elle a son caractère brillant, percutant et réfléchi.

Nous devons à J. AUSTRUY un regard neuf et sans fausse complaisance sur les grands problèmes du développement. Son texte fournit un solide cadre théorique et analytique aux études descriptives et courageuses, telles celles de R. DUMONT et d'A. MEISTER (« *L'Afrique peut-elle partir ?* » Editions du Seuil, 1966). Il réunit, en se plaçant du côté des « nations prolétaires », les principaux éléments d'une politique du développement qui ne se contente pas de redorer les anciennes servitudes.

D'emblée, son analyse place le lecteur devant le paradoxe et les exigences du développement : « il convient de s'étonner beaucoup plus de la réussite des pays développés que de la stagnation des pays sous-développés... le développement apparaît à la réflexion comme un phénomène exceptionnel à l'échelle de l'histoire des sociétés... ». Le scandale, c'est que des sociétés aient surmonté la pesanteur des routines pour s'imposer les charges de l'aventure innovatrice. Le développement, constate J. AUSTRUY, n'est pas l'aboutissement d'une paisible évolution ;

il procède par sauts et par mutations ; il ne se diffuse pas automatiquement, mais suppose un effort éclairé et continu, une révolution permanente des comportements et des structures. Justice est faite, en passant, des thèses euphorisantes d'un ROSTOW. En suivant la bonne et vieille logique économique occidentale, le développement apparaît, pour les hommes qui devraient en décider, comme un parfait non-sens, puisque « la somme actualisée des avantages » est au départ, nettement inférieure « à la somme actualisée des coûts qui en seront la contrepartie ». Le problème appelle donc une autre approche.

Selon J. AUSTRUY, l'analyste doit se placer à 3 niveaux :

- il importe d'abord de trouver « un sens au développement », pour engager, contre toute logique économique de l'immédiat, les masses humaines du Tiers-Monde dans le processus lent, difficile et périlleux des mutations sociales complètes ;
- il convient ensuite d'organiser « la poussée dans le développement », par-delà les obstacles dénombrés et les coûts oubliés ou négligés ;
- il est nécessaire, enfin, d'assurer « le maintien dans le développement » en suscitant les enchaînements dynamiques, en coordonnant leurs effets et en orientant le processus global à partir de cette tour de contrôle que devient le plan.

L'originalité de l'étude de J. AUSTRUY réside dans le fait que les problèmes cités sont abordés à l'aide d'une théorie du pouvoir. Seul un pouvoir central conscient et organisé peut donner un sens au développement et peut transformer les coûts immédiats en avantages futurs ; lui seul dispose des moyens matériels et financiers pour mobiliser les hommes, éduquer les populations, implanter les infrastructures requises ; lui seul, correctement informé par la périphérie, peut décider des espaces de développement, du contenu et des rythmes du développement. J. AUSTRUY relève avec bonheur l'antagonisme fréquent entre la maximisation du développement à l'intérieur des structures existantes et la maximisation après transformations des structures. Dans l'immédiat, ce qui favorise la maximisation peut empêcher la mutation des structures : de cette contradiction découle l'ambiguïté de maintes planifications, plus conservatrices qu'innovatrices. Tous les choix et toutes les options se feront inévitablement dans l'incertitude et relèvent plus du pari que du calcul.

Les analyses que nous présente J. AUSTRUY dans cette nouvelle perspective appellent la réflexion et ouvrent la voie à de stimulantes recherches. L'on convient avec J. AUSTRUY qu'il est indispensable de disposer d'un modèle de civilisation qui informe l'action, et, du même pas, l'on s'interroge sur la morphologie du pouvoir et sur la capacité transformatrice réelle de ce dernier. Le pouvoir établi, comme le remarque fréquemment J. AUSTRUY, n'est pas nécessairement innovateur, la pente du conformisme le mène plutôt à persévérer dans les privilèges acquis et à présenter comme avantage collectif ce qui n'est en fait

qu'une conceptualisation des intérêts de groupe ou de caste. C'est à partir de là que les analyses de J. AUSTRUY appellent un prolongement et un approfondissement, qu'un ouvrage en préparation promet de nous apporter bientôt. Une analyse du développement demeure nécessairement partielle, chez certains partielle, si elle ignore la pression croissante des nouveaux impérialismes et la continuité renforcée des néo-colonialismes.

Nous constatons, avec plaisir, que Jacques AUSTRUY élabore une œuvre scientifique qui, en se creusant et en s'élargissant, promet d'enrichir la science économique en donnant à la théorie, solide et exigeante, la profondeur sociale et humaine sans laquelle nos réflexions se figent en une algèbre de l'impuissance.

Marcel-Paul RUDLOFF

E. PRÉOBRAJENSKY : La Nouvelle Economique, Préface de P. NAVILLE, Présentation de E. MANDEL, Traduction de B. JOLY, Etudes et Documentation Internationales, Paris 1966, ouvrage publié avec le concours du C.N.R.S., 401 p.

Cet ouvrage a été publié en U.R.S.S. en 1926, son auteur a été fusillé par les staliniens en 1937. Nous devons à P. NAVILLE et à E. MANDEL la publication en français d'un des textes les plus importants des dernières cinquante années. L'ouvrage de E. PRÉOBRAJENSKY me paraît par ailleurs fondamental pour tous les pays du Tiers-Monde orientés vers le socialisme : il leur apporte des concepts d'analyse et des expériences qu'ils chercheraient en vain dans la littérature quiétiste ou ronronnante de l'Occident actuel.

L'objectif de E. PRÉOBRAJENSKY est de donner au socialisme, en l'occurrence aux Soviétiques, une théorie économique de la société en transition vers le socialisme. Il ne s'agit en rien d'un manuel de marxisme, mais d'un ouvrage original de théorie économique praticable dans une optique socialiste. Il part de la constatation que dans l'économie en transition se trouvent en conflit ouvert le principe capitaliste d'organisation d'une société marchande et le principe socialiste d'une planification centralisée et collectiviste. Le choix socialiste entraîne le renforcement du principe socialiste d'organisation de l'économie. D'où ces deux problèmes fondamentaux auxquels répond l'ouvrage de E. PRÉOBRAJENSKY : « Quelle est la dynamique économique d'un pays essentiellement agricole, sous-industrialisé, dans la phase de transition du capitalisme vers le socialisme ? Quelles sont les sources essentielles de l'accumulation socialiste (de l'industrialisation en secteur public) pendant cette phase ? ». Ce sont là également les problèmes fondamentaux des économies du Tiers-Monde en évolution vers une forme socialiste de développement.

L'ouvrage est construit autour de deux thèmes : il n'y aura de croissance socialiste que dans la mesure où l'accumulation socialiste primitive et courante se trouvera assurée (chap. 2) ; durant la phase transitoire, des éléments survivront inspirés du principe capitaliste d'organisation, cela notamment dans la répartition ; comment transformer ces îlots capitalistes en éléments de l'économie socialiste ? (chap. 3). Le chap. 1, préliminaire, expose « la méthode d'analyse théorique de l'économie soviétique » des années 1918-1925. Un appendice d'une centaine de pages reprend les discussions autour du problème de l'accumulation socialiste.

Par-delà sa valeur historique et sa force de témoignage, l'essentiel de l'ouvrage de E. PRÉOBRAJENSKY réside dans l'effort de construction d'une théorie opérationnelle et cohérente de l'économie et de la politique socialistes. Il énonce la nécessité d'une dynamique continue du secteur socialiste en voie de formation, au détriment de la dynamique du secteur capitaliste, plus ancien et fort de plusieurs décennies, parfois de plusieurs siècles d'accumulation primitive. Il dégage, en liaison avec cette théorie, une politique de socialisation de l'économie en transition. Enfin, il étudie avec minutie les diverses formes de l'accumulation socialiste, étant admis que cette accumulation ne doit s'appuyer ni sur l'exploitation coloniale, ni sur l'exploitation paysanne et ouvrière. Il constate qu'un Etat socialiste reste désarmé tant qu'il ne dispose pas totalement du secteur bancaire, des secteurs économiques-clés et du commerce extérieur. Il explique enfin la nécessité d'un protectionnisme durant la phase d'implantation de l'économie socialiste.

Si KEYNES a jeté une lumière nouvelle sur l'économie du capitalisme occidental, PRÉOBRAJENSKY rend ce service à l'économie agricole sous-développée. Il importe de lire et de méditer ce grand classique du développement socialiste.

Marcel-Paul RUDLOFF

H. MYINT : **Les Politiques de Développement**, Editions Ouvrières, Paris 1966, 175 p. Traduction de T. MARCY.

Le Professeur MYINT est connu pour ses nombreux travaux sur les pays sous-développés, aussi convient-il de saluer l'heureuse initiative des Editions Ouvrières qui nous présentent, en traduction, l'ouvrage publié en 1964 à Londres, sous le titre de « *The Economics of Developing countries* ». Pourquoi « Politiques de développement » dans l'édition française ? Probablement parce que les analyses théoriques de H. MYINT se situent dans une perspective réaliste et pratique, et que l'ouvrage se soucie plus de politique économique que de jongleries sémantiques.

Malgré sa faible épaisseur, l'ouvrage est remarquablement dense et s'appuie sur de longues années de réflexion et de pratique. Il est libre de tout ce fatras théorique que traînent après eux, comme un boulet de forçat, tant de publications sur le Tiers-Monde ; l'on y trouve exactement ce qu'il est nécessaire de connaître pour comprendre les mécanismes et les situations originales des pays sous-développés.

En dix chapitres, brefs et concis, H. MYINT fait le tour des principaux problèmes qu'il relie chaque fois aux politiques praticables. Ainsi sont abordés successivement les questions des exportations, des mines et plantations, de la croissance démographique, du dualisme financier, de « l'effort décisif minimum », du mode de croissance, de la nature et des limites d'un développement par l'extérieur, du libre échange et du protectionnisme, de l'éducation, enfin de l'aide internationale.

Des analyses originales méritent d'être signalées : celle de la « marge de capacité de production » dans les économies paysannes ; l'auteur entend par là « une marge excédentaire par rapport à ce qui est nécessaire pour survivre », cette marge apparaît « comme un facteur très important qui détermine la rapidité de l'intégration du secteur de subsistance dans l'économie monétaire ». Une double dynamique de commercialisation interne et d'exportation peut se greffer sur cette marge. MYINT montre par ailleurs que l'on rencontre deux secteurs de subsistance : l'un, s'expliquant par l'inexistence ou l'insuffisance d'une demande extérieure au secteur ; l'autre, par l'insuffisance d'un surplus cessible en raison de la surpopulation rurale.

Une excellente analyse situe la politique des bas salaires par rapport à son origine coloniale ; elle en dégage les effets fâcheux sur la productivité, la qualité, l'innovation et la formation de la main-d'œuvre locale. H. MYINT dénonce l'équivoque des modèles de croissance de type Harrod-Domar transposés aux pays sous-développés et utilisés dans le calcul des taux d'investissement. Abordant l'étude d'un développement par l'extérieur, l'auteur associe l'analyse de NURKSE à celle de CAIRNCROSS, montrant que la lenteur dans la croissance des exportations, et le recul relatif des Tiers-Pays dans les échanges internationaux, s'expliquent non seulement par la stagnation ou le glissement de la demande mondiale, mais aussi par l'inaptitude du Tiers-Monde à réduire ses coûts, à rationaliser le travail, à améliorer la qualité par une politique d'innovation et d'investissements judicieux. Comme R. PRÉBISCH, H. MYINT admet que les exportations primaires ne peuvent soutenir longtemps un processus de développement, mais que ce dernier exige très tôt des relais moteurs nouveaux que seule fournit l'industrialisation.

Banalisées dans un compte-rendu, les idées de H. MYINT trouvent tout leur rayonnement dans cet ouvrage documenté, scrupuleux et stimulant dont le seul défaut est de faire abstraction de l'exceptionnel

carcan que constitue pour le Tiers-Monde l'organisation actuelle de l'économie internationale.

Marcel-Paul RUDLOFF

A. MEISTER : *L'Afrique peut-elle partir ?* Editions du Seuil, 1966, Paris, 450 p.

Est-ce une réplique désabusée au livre de R. DUMONT, « *L'Afrique Noire est mal partie* » ? Oui et non ! Oui, dans la mesure où les documents réunis par A. MEISTER et l'analyse qu'il en donne font admettre que l'Afrique Noire « n'est pas partie » ; non, dans la mesure où les remarques et les critiques des deux auteurs, à cinq ans d'intervalle, sont exactement les mêmes. En somme, en 1966, l'on ne se croit plus tenu de couvrir une analyse pessimiste d'un titre à prolongement optimiste sous-jacent.

A. MEISTER s'intéresse aux économies anglophones du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda. A travers l'étude minutieuse de ces sociétés et de ces économies, l'auteur retrouve tous les grands problèmes qui sont le lot commun des pays africains contemporains.

Une introduction ferme et percutante fait foire de multiples mystifications dont se nourissent pays développés et pays sous-développés. Des économies sous-développées ? regardez de près : « ce sont des sociétés primitives, parfois néolithiques, dont l'équivalent n'existe plus ni en Europe, ni même en Amérique latine ou en Asie » ; des pays écrasés par les coûts du développement ? Vous vous trompez : ces pays sont écrasés par les « frais d'installation des élites nées de l'indépendance ». Un décollage en perspective ? Quelle supercherie, rien n'annonce l'espoir même d'un prédécollage ; l'aide étrangère soulagerait ces pays ? Cette aide, résultat du conflit entre impérialismes opposés, assure tout juste une sécurité provisoire aux classes dirigeantes.

A. MEISTER est exactement l'inverse d'un cartieriste : s'il secoue, c'est non pour décourager et détourner les pays développés, mais pour réveiller les peuples sous-développés. Il considère les mythes et les mystifications comme une injure pour les Africains et un narcotique pour paralyser leur action.

Le livre s'ouvre sur une excellente analyse de la société traditionnelle en Afrique orientale ; il fait une large part à la pénétration et à la domination coloniale ; il recense les vestiges, importants et vivaces, que la société coloniale a laissés en s'effaçant. Une bonne étude situe à sa juste place le mouvement nationaliste Mau-Mau. L'Economie coloniale a-t-elle finalement transformé la société traditionnelle ? Tout juste, pense MEISTER, ce qu'il a fallu pour tirer le maximum d'avantages

d'une économie de plantation et de traite. Les missions chrétiennes ont-elles modifié les relations d'exploitation que subissaient les Africains ? « Les vagues de missionnaires ressemblent davantage aux fonctionnaires publics et tendent à seconder leur action plutôt qu'à mettre en cause l'ordre établi ». — MEISTER consacre d'importants développements à l'Afrique orientale d'après l'indépendance ; il analyse les plans de développement du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda ; il ne cache pas que des pays, livrés au capitalisme privé, « risquent de connaître un développement du type sud-américain », c'est-à-dire asymétrique, dominé et menacé très tôt de blocage. Il se montre très sceptique à l'encontre de la formulation actuelle du « socialisme africain » : « le socialisme africain permet à nos pays de s'installer dans le sous-développement ». Enfin une analyse très pertinente reprend le problème de l'aide internationale pour en montrer le contenu, les limites et les risques. En sociologue averti, A. MEISTER étudie, en fin de compte, les forces et les idéologies du développement, les motivations sociales et les résistances conservatrices.

Il reste à souhaiter que ne trouve pas confirmation cette remarque qui donne le ton de la conclusion : « l'intérêt mondial se déplaçant vers d'autres continents, on peut craindre que peu à peu l'Afrique tombe dans une sorte d'oubli un peu semblable à celui dans lequel l'Amérique latine a été tenue jusqu'à ces dernières années... Et pourquoi donc se soucier d'une Afrique dont quelques aides assureront la sécurité des classes dirigeantes et dont l'Organisation Mondiale pour la Santé saura endiguer les épidémies et les détourner de nos sociétés opulentes » !

Ouvrage tonique s'il en fut, qui stimule et inquiète par sa sincérité, mais qui a le mérite de rappeler les Africains aux réalités et de démasquer l'hypocrisie de la charité orientée des nations nanties.

Marcel-Paul RUDLOFF.

A. PHILIP : *Les Socialistes*, Collection « Politique », Editions du Seuil, Paris, 1967 ; 255 pages.

L'ouvrage du Professeur A. PHILIP, en alliant l'analyse sereine et la réflexion franche sur une expérience personnelle, constitue une des contributions les plus intéressantes à l'histoire du socialisme au XX^e siècle. A. PHILIP, professeur d'Economie Politique et ancien ministre socialiste, soumet au lecteur non pas un plaidoyer d'autodéfense, dont sa vie n'a nul besoin, mais une étude, souvent poignante, de la grandeur et de la décadence du parti socialiste français ; par delà l'histoire de la S.F.I.O., ses réflexions concernent toute une ligne de pensée et d'action socialistes un temps dominante dans d'autres pays européens. Cet ouvrage, enfin, présente un très grand intérêt pour les pays africains et malgache à objectifs socialistes, dans la mesure où il signale les

risques de l'affadissement doctrinal et les impasses de l'opportunisme socialisant.

Pratiquement, l'ouvrage d'A. PHILIP se compose de deux parties : une histoire du socialisme S.F.I.O. (p. 7 à 181) et une analyse « du socialisme devant les problèmes actuels » (p. 187 à 245).

L'histoire du socialisme français (S.F.I.O.) est faite en 3 chapitres qui couvrent 3 grandes périodes, relativement homogènes : « le parti socialiste jusqu'à la première guerre mondiale » (chap. 1), « le socialisme entre les deux guerres » (chap. 2) et « la S.F.I.O. dans la Résistance et sous la 4^e République » (chap. 3). En fait, le 3^e chapitre accorde également quelques développements intéressants à « la S.F.I.O. sous la 5^e République » (chap. 3, sect. 5).

L'histoire du socialisme SFIO est dramatique en ce sens qu'elle s'ouvre sur un grand espoir et se termine sur un constat d'échec. A. PHILIP évoque les grandes figures du socialisme naissant, J. GUESDE, Benoît MALON, ALLEMANE et Jean JAURÈS ; il trace la silhouette de quelques politiciens qui, dès l'origine, se sont plus servis du socialisme qu'il ne l'ont servi, tel Alexandre MILLERAND. Il évoque les premiers Congrès nationaux, les efforts de regroupement des diverses tendances socialistes, l'unification, en avril 1905, avec la formation du parti socialiste, les grands débats doctrinaux à travers lesquels le parti socialiste s'est affirmé comme « un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise, et à l'Etat qui en est l'instrument » ; le parti s'est voulu, à l'origine, « non comme un parti de réforme mais de lutte des classes et de révolution ; son but est la socialisation des moyens de production et d'échanges » (Congrès de 1905).

De 1919 à 1966, nous assistons, malgré quelques rares sursauts, au reniement progressif des principes initiaux et au renforcement d'une démagogie de gauche couvrant une politique opportuniste de socialisme ondoyant. Des pages intéressantes sont consacrées au Congrès de Tours qui, avec la scission du parti socialiste, ouvre l'histoire du parti communiste en France, à la crise néo-socialiste de 1932 qui met en relief la personnalité de Henri de MAN, et à l'expérience du Front Populaire de 1936. Léon BLUM y apparaît comme la grande figure du socialisme de l'entre-deux-guerres. Retenons, en passant, une distinction que L. BLUM avait souvent utilisée dans ses analyses : il y aurait, pour les socialistes S.F.I.O., trois formes d'action : la « prise du pouvoir », totale, décisive et révolutionnaire ; « l'exercice du pouvoir », qui s'effectue dans le cadre de la société capitaliste existante ; et enfin, « l'occupation du pouvoir », qui se réduit à une présence partagée avec d'autres, moins dans l'objectif de réaliser une politique socialiste que dans celui d'empêcher les autres d'appliquer une politique réactionnaire. L'on peut dire que les socialistes français, après avoir manqué en 1936 et en 1944 la prise du pouvoir, se sont contentés « d'exercer le pouvoir », pour finir acculés à « l'occupation » puis à « l'abandon » du pouvoir.

Un temps réanimé par la Résistance, le socialisme SFIO entame après 1946 son processus de décadence. Avec le gouvernement MOLLET de 1956, il montre son nouvel aspect de parti fonctionnarisé, sclérosé, sans doctrine, prêt aux aventures coloniales (Suez), rétrograde et autoritaire. Ceux qui ont connu la période du « social-molletisme » ne peuvent qu'évoquer certains aspects du fascisme. Avec MOLLET, la SFIO a glissé vers un socialisme nationaliste et petit-bourgeois. A juste titre, A. PHILIP constate que « ce gouvernement est celui qui devant conduire la démocratie parlementaire à la catastrophe finale » (p. 159) et que par ailleurs, MOLLET, en établissant dans le parti un « pouvoir personnel et irresponsable », « bloque à l'heure actuelle la rénovation de la gauche, la prise de conscience d'un socialisme moderne, la renaissance de la démocratie française » (p. 181). En quelques pages de conclusion, A. PHILIP évoque les essais timides de rénovation entrepris par G. DEFFERRE et F. MITTERRAND, sans se cacher l'ambiguïté et la fragilité de ces expériences.

Il demeure le consternant problème du pourquoi : pourquoi cet échec, et cette persistance dans la voie des échecs ? Malgré la prudence dans l'analyse que manifeste A. PHILIP, l'on peut retenir comme raisons majeures qu'il n'est pas de socialisme viable à l'intérieur de structures et de stratégies capitalistes, qu'il ne suffit pas « d'occuper » le pouvoir ni de préparer un plan si le pouvoir réel demeure capitaliste, qu'un parti socialiste qui remplace sa clientèle ouvrière par une clientèle de fonctionnaires dont seul l'arrivisme est zélé, est nécessairement condamné à défendre des positions de moins en moins progressistes ; l'afflux des classes moyennes le transforme, en fin de compte, en parti conservateur.

La deuxième partie de l'ouvrage, « le socialisme devant les problèmes actuels », analyse les transformations récentes que connaissent l'agriculture et l'industrie françaises et pose les problèmes du développement du Tiers-Monde et de l'intégration européenne. Face à ces questions, elle essaie de dégager une politique socialiste.

A. PHILIP consacre des pages denses et lucides à l'étude des pays sous-développés ; il relève les obstacles internes et externes au développement et constate, avec d'autres « que les règles actuelles du commerce international sont incapables de résoudre les problèmes nouveaux ». Il pense que les solutions se trouvent dans « un pouvoir fort entre les mains d'une minorité dévouée à la seule recherche de l'intérêt national », dans l'éducation des masses paysannes, dans l'industrialisation et le plan, enfin dans une sorte de Colbertisme sous l'œil bienveillant « d'un chef charismatique ». Après cette période mercantiliste « ces pays pourront évoluer, soit vers le capitalisme, soit vers un socialisme administratif ou coopératif ».

C'est sur le plan des solutions qu'il est difficile de suivre A. PHILIP. En somme, nous nous heurtons au problème actuellement fort discuté du socialisme dans un pays agricole. A. PHILIP part d'une définition du

socialisme qui appelle des compléments : « nous définirons le socialisme comme l'action, dans les pays industrialisés, des travailleurs de toutes catégories et de toute nationalité, en vue d'établir, par l'intermédiaire d'organisations autonomes, syndicats, coopératives, mouvements d'éducation, groupes régionaux, une direction collective de la vie économique, afin de hâter le progrès technique, garantir l'équilibre entre les secteurs, établir une juste répartition du produit, faire participer tous les hommes aux décisions essentielles, là où ils vivent et où ils travaillent, dans le respect de règles de droit fondamentales, supérieures à la volonté du pouvoir politique » (p. 236).

Dans les pays industriels, nulle pensée socialiste ne discute les objectifs qu'énumère A. PHILIP, mais le problème réside dans le choix des moyens et dans la vision de la société socialiste finale, qui déborde de beaucoup les objectifs cités ; il se pose notamment et toujours les problèmes des transformations structurelles, de l'établissement d'un secteur économique socialiste assuré d'une accumulation primitive et courante suffisante pour devenir dominant, d'un dialogue institutionnalisé entre dirigeants représentatifs et populations valablement informées, enfin celui d'un modèle de civilisation que l'on souhaite réaliser et en fonction duquel les moyens prennent toute leur signification.

Les socialistes européens n'ont-ils rien à opposer au glissement de l'Occident vers ce que Maurice DUVERGER appelle « une civilisation de consommation, confortable et médiocre, une sorte de Bas-Empire climatisé, où les problèmes intérieurs passent au second plan, où l'essentiel est de contenir les barbares au-delà des « limes » ? » (« La Démocratie sans le Peuple », Editions du Seuil 1967). Le socialisme européen a échoué faute d'une théorie économique valable et faute d'un dialogue avec les masses ouvrières et paysannes. Il demeure en échec faute d'une juste compréhension des problèmes du sous-développement.

Dans les pays du Tiers-Monde, faut-il faire son deuil d'une politique socialiste ? Je ne le pense pas. Y renoncer aujourd'hui, c'est y renoncer pour plusieurs générations, car de deux choses l'une :

- ou bien les rapports de production et les rapports sociaux traditionnels (condamnés à l'évolution en tout état de cause) se transformeront en rapports capitalistes et donneront lieu à une stratification sociale génératrice d'exploitations et de conflits, le développement économique et humain étant alors lui-même remis en question,
- ou bien, dès aujourd'hui, les rapports de production, de propriété et de pouvoir traditionnels se transforment, progressivement peut-être, en rapports réellement socialistes, auquel cas le développement harmonieux et planifié peut assurer (sauf dérapages vers une forme nationaliste et bourgeoise du socialisme) l'avènement d'une société et d'une économie respectueuse des hommes.

Nous retrouvons, par delà tous les détours de l'analyse, le problème de la doctrine socialiste. Force est de reconnaître que le socialisme contemporain, dans les pays développés comme dans les pays du Tiers-Monde, manque cruellement d'une doctrine fidèle à ses traditions émancipatrices et efficaces comme guide d'une politique socialiste. Faute de rigueur, la pensée socialiste contemporaine regresse vers des formes d'expression moralisatrices ou utopiques ; elle substitue l'illusion à l'analyse, la seule morale (et quelle morale ?) à une philosophie générale de l'homme et de la société. Comment s'étonner alors de la totale inefficacité d'un socialisme, qui, non seulement bloque la pensée et l'action, mais qui, comme le montre très pertinemment A. PHILIP, devient le fourrier de la réaction ou du facisme, c'est-à-dire de l'anti-socialisme.

Par delà son solide apport historique, l'ouvrage d'A. PHILIP rappelle un certain nombre d'exigences sans lesquelles il n'est pas de socialisme, il ouvre la voie à des recherches nouvelles et appelle au dépassement des formulations actuelles du socialisme officiel. Texte stimulant dont se nourrissent les renouveaux.

Marcel-Paul RUDLOFF.

OUVRAGES REÇUS

- H. MYINT **Les politiques de développement**, Edition Ouvrières, Paris.
- M. LANNOYE **La vie sociale dans l'Entreprise**, Edition Ouvrières, Paris.
- L. TURIN **Combat pour le Développement**, Edition Ouvrières, Collection « Développement et Civilisation », Paris.
- R. BATTISTINI **L'Afrique australe et Madagascar**, PUF, Collection Magellan, Paris 1967.
- H. DENIS **La Formation de la Science Economique**, Collection Thémis, PUF, Paris 1967.
- A. BLANC, P. GEORGE
et H. SMOTKINE .. **Les Républiques Socialistes d'Europe Centrale**, PUF, Collect. Magellan, 1967.
- A. SECK et
A. MONDJANNAGNI **L'Afrique Centrale**, PUF, Collect. Magellan, 1967.